

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 09/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX AUVERGNE RHONE ALPES

216 avenue Jean Mermoz
63039 Clermont-Ferrand

Références : 20231005-RAP-63-1238-insp_ONYX_ARA_Gerzat_VuSL.odt
Code AIOT : 0005600360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE ALPES implanté ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

la visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle annuel de la Dreal.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat
- Code AIOT : 0005600360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de transit et regroupement de la société ONYX à Gerzat est destinée à regrouper par catégorie les déchets spéciaux et dangereux afin d'optimiser leur transport vers des unités de traitement (destruction ou valorisation) extérieures. Le site relève de la rubrique ICPE 2718.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect des prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 11/01/2013

- les rejets aqueux
- le suivi des piézomètres
- la gestion de la ressource en eau (arrêté sécheresse)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	déchargement déchets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7,4,6	/	Lettre de suite préfectorale	0 jour
10	effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,2,4	/	Lettre de suite préfectorale,	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	volume annuel	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.1	/	Sans objet
2	débourbeur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.4	/	Sans objet
3	installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.2.5	/	Sans objet
4	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.2	/	Sans objet
5	détecteur radioactivité	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.1.7	/	Sans objet
6	amiante	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.1	/	Sans objet
8	ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013	/	Sans objet
9	effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,2,1,2	/	Sans objet
11	Suivi annuel	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,3,2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit prendre les dispositions techniques et organisationnelles :

- pour supprimer ou limiter les fuites ou coulures des contenants de déchets liquides lors des

phases de déchargement et de stockage

- pour renforcer la surveillance des eaux souterraines (fréquence augmentée et étudier la mise en place de nouveaux ouvrages)

L'exploitant doit transmettre les éléments suivants :

- l'analyse détaillée du suivi piézométrique des eaux souterraines avec un focus sur l'évolution du taux de chlorure de vinyle
- transmettre les dernières analyses 2023 et augmenter la fréquence de surveillance (tous les deux mois)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : volume annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, quantité de déchets
Prescription contrôlée : état du stock
Constats : Le volume annuel d'activité est inférieur aux limites fixées par l'arrêté préfectoral. Sur l'année 2022, selon l'exploitant le site inspecté a connu une baisse d'activité de l'ordre de 10 %. En séance, une analyse croisée des données issues de Trackdéchets (n° SIRET 302 590 898 00490 correspondant au site inspecté) est effectuée. . Au total, à la date de l'inspection, 1535 tonnes de déchets ont été collectés (dont 144 tonnes de déchets DAE). Ces déchets proviennent essentiellement du Puy de Dôme et de l'Allier. Les services de l'inspection ont demandé à l'exploitant de transmettre une extraction des code déchets depuis le début d'année avec le tonnage associé. Ces éléments ont été transmis par mail daté du 4 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, débourbeur
Prescription contrôlée : nettoyage et curage annuel
Constats : Le débourbeur-déshuileur a été nettoyé le 23 avril 2023 par la société SARP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, électricité
Prescription contrôlée : vérification annuelle

Constats : Dernier contrôle du 11/09/2023 par DEKRA. Un écart a été relevé (fil de terre endommagé). L'exploitant a fait intervenir un électricien pour lever cet écart.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, sécurité incendie
Prescription contrôlée : sécurité incendie et contrôles périodiques
Constats : - contrôles extincteurs : 7/12/2022 par la société Desautel - trappes de désenfumage : décembre 2022 - vérification des poteaux incendie par Desautel le 22/12/2022 - centrale d'alarme : 27/04/2023 - vidéo surveillance sur l'ensemble du site 24h/24 (intrusion et levé de doute) : 12 caméras, 4 fixes, 6 motorisées et thermographiques.
Observations : L'exploitant devra transmettre la dernière vérification des débits des deux bornes incendie, sous 1 mois (> 60m3/h).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : détecteur radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, vérification
Prescription contrôlée : Dispositif de détection de radioactivité
Constats : Contrôle annuel le 2/08/2023 par l'entreprise @m2c – RAS Pas de déclenchement du système
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, stock amiante
Prescription contrôlée : gestion des déchets amiantés
Constats : Le jour de l'inspection, le stock présent sur site est conforme et inférieur à 15 tonnes (seuil de

l'arrêté) : - 10,11 tonnes amiante liée (fibro) - 2,156 tonnes amiante libre Par mail daté du 4 octobre 2023, l'exploitant a transmis le registre des déchets amiantés du 01/01/2023 eu 21/09/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : déchargements déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7,4,6
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
Prescription contrôlée : stockage des déchets Les opérations de déchargement des déchets et de chargement sont effectuées sur une aire couverte, imperméabilisée et sous rétention d'une capacité appropriée
Constats : Des fûts d'huiles cabossés, stockés dans un bâtiment (sur rétention) étaient fuyards. Des coulures visibles au sol ont nécessité la mise en place de produits absorbants par l'exploitant. Au regard de l'état des fûts très endommagés, l'exploitant aurait pu programmer les opérations de transvasement et regroupement des huiles souillées dès réception des fûts. Par mail daté du 4 octobre 2023, ONYX a transmis le justificatif de transvasement et regroupement des huiles. Les huiles minérales usagées ont été réceptionnées en date du 30 août 2023, transvasées en date du 25 septembre 2023. L'exutoire est la société SEVIA. Ces éléments ont permis de lever la non-conformité.
Observations : A l'avenir, l'exploitant veillera à prendre les dispositions techniques et organisationnelles pour éviter les fuites ou coulures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : immédiatement

N° 8 : ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Prescription contrôlée : consommation eau
Constats : La consommation annuelle d'eau est 34m3 pou l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,2,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, analyses rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse de la qualité des eaux rejetées une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres : pH : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) température < 30° C matières en suspension : 100 mg/l DCO : 125 mg/l hydrocarbures totaux < 10 mg/l
Constats : Le dernier contrôle a été réalisé le 28/07/2023, par le prestataire Carso. L'exploitant devra transmettre les résultats sur les trois dernières années.
Observations : transmettre une copie des analyses réalisées sur les trois dernières années (2021 et 2022 et 2023)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,2,4
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : auto surveillance Article : 8.2.4 Un contrôle piézométrique de la qualité des eaux souterraines est réalisé à partir de deux piézomètres placés en amont et en aval hydraulique du site. <u>Il est procédé à des analyses d'une fréquence au moins trimestrielle sur les paramètres suivants :</u> pH, COT, DBO5, DCO, phénols, <u>solvants chlorés</u> , hydrocarbures, mercure, arsenic, cyanures libres. Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception, accompagnés des commentaires sur l'évolution.
Constats : Cette surveillance se fait au travers de 2 piézomètres implantés, un à l'amont du site et l'autre à l'aval par rapport au sens supposé d'écoulement de la nappe (NE-SW). Les derniers contrôles ont été réalisés le 28/07/2023. L'exploitant doit transmettre les résultats des dernières analyses à l'inspection sous 1 mois La surveillance des eaux souterraines ne respecte pas la fréquence trimestrielle sur l'année 2022 (une seule analyse : non conformité). De plus, le suivi du paramètre <u>chlorure de vinyle laisse apparaître des taux anormalement élevés</u> sur les années précédentes (618 µg/L en 2020,... 24 µg/L en 2022, source rapport d'activités du site de 2022). L'exploitant devra fournir l'ensemble du suivi (analyses) sur les cinq dernières années, <u>avec une analyse détaillée de l'évolution des différents paramètres.</u> <u>Il devra proposer une surveillance renforcée et un plan d'actions associé pour améliorer la surveillance des eaux souterraines.</u>

<p>Le guide de l'évaluation des eaux souterraines du Ministère de la Transition écologique et solidaire de juillet 2019 donne pour le Chlorure de vinyle (code sandre du paramètre 1753) un seuil de <u>0.5 µg/L</u> (normes de qualité et valeurs seuils pour les eaux souterraines, page 69).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant devra justifier le sens d'écoulement de la nappe phréatique au niveau de la parcelle. Le positionnement de deux piézomètres ne permet pas d'avoir un maillage suffisant pour avoir un "suivi représentatif" des eaux souterraines.</p>
<p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre une analyse de l'évolution des paramètres contrôlés (depuis 2018) sous un délai n'excédant pas 1 mois. - Rechercher les causes de cette éventuelle pollution des eaux souterraines - Respecter la fréquence trimestrielle - Renforcer la surveillance des eaux souterraines (il conviendra de programmer d'autres analyses avant fin 2023, au moins 2 campagnes d'analyses et d'étudier l'ajout d'ouvrages supplémentaires)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, déchets
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Suivi annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8,3,2
Thème(s) : Risques chroniques, rapport d'activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence réglementaire : ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 8.3.2</p> <p>L'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées, au cours du premier trimestre de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport pour l'année 2022. Celui-ci reprend la quantité, nature et provenance des déchets et le suivi des piézomètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet